



Rapport Annuel – PM MONDE
Exercice du 1^{er} janvier 2022 au 30 décembre 2022

PM MONDE
FR0013374980

NATURE	OPCVM
TYPE	FCP
SOCIETE DE GESTION	SAINT OLIVE GESTION
DELEGATION DE GESTION	NEANT
COMMISSAIRE AUX COMPTES	AURYS ENTREPRENEURS SAS

VALEUR LIQUIDATIVE AU 30/12/2022	133,18€
NOMBRE DE PARTS EN CIRCULATION AU 30/12/2022	227 526

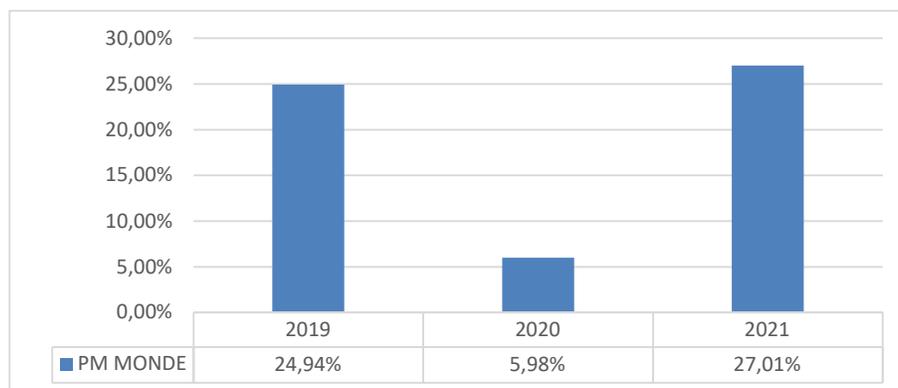
FRAIS

Les frais et commissions acquittés servent à couvrir les coûts d'exploitation de l'OPCVM, y compris les coûts de commercialisation et de distribution de parts. Ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements.

Frais ponctuels prélevés avant ou après investissement		
Frais d'entrée	4,00%	Le pourcentage indiqué est le maximum pouvant être prélevé sur votre capital avant que celui-ci ne soit investi (frais d'entrée) ou ne vous soit remboursé (frais de sortie). Dans certains cas, les frais payés peuvent être inférieurs.
Frais de sortie	0,00%	L'investisseur peut obtenir de son conseil ou de son distributeur le montant effectif des frais d'entrée et de sortie.
Frais prélevés par l'OPCVM sur une année		
Frais courants	1,62%	Le pourcentage de frais courants indiqué se fonde sur les frais de l'exercice précédent, clos le 31 décembre 2021. Ce chiffre peut varier d'un exercice à l'autre. Les frais courants ne comprennent pas les commissions de surperformance et les frais d'intermédiation, excepté dans le cas de frais d'entrée et/ou de sortie payés par l'OPC lorsqu'il achète ou vend des parts ou actions d'un autre véhicule de gestion collective.
Frais prélevés par l'OPCVM dans certaines circonstances		
Commission de surperformance	Néant	

Pour plus d'information sur les frais, il est conseillé à l'investisseur de se reporter au prospectus de cet OPCVM, disponible auprès de SAINT OLIVE GESTION.

PERFORMANCES PASSÉES



L'OPCVM a été créé le 28/11/2018.

Les performances ne sont pas constantes dans le temps. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Tous les frais sont inclus dans le calcul de performance. Les performances indiquées ne prennent pas en compte les coûts et commissions supportés lors de l'émission et du rachat de parts.

La devise de calcul des performances passées est l'euro (EUR).

INFORMATIONS PRATIQUES

Nom du dépositaire de l'OPCVM : BANQUE SAINT OLIVE.

Le dernier prospectus, les rapports annuels et semi-annuels, la politique de rémunération, la valeur liquidative ainsi que toutes autres informations pratiques, sont disponibles gratuitement auprès de la société de gestion, sur simple demande écrite par mail lyon@bsosoc.com ou par courrier à l'adresse suivante : SAINT OLIVE GESTION, 84 rue Duguesclin 69006 Lyon.

Fiscalité :

Selon votre régime fiscal, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de titres de l'OPCVM peuvent être soumis à taxation. Nous vous conseillons de vous renseigner à ce sujet auprès de votre conseiller fiscal ou du commercialisateur.

Responsabilité :

La responsabilité de la société de gestion ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPCVM.

Politique de rémunération :

La Politique de rémunération actualisée est disponible sur le site internet (www.banquesaintolive.com) de la société de gestion. Un exemplaire sur papier peut être mis à disposition gratuitement sur demande. La Politique de rémunération comprend notamment une description de la manière dont les rémunérations et les avantages sont calculés, l'identité des personnes responsables de l'attribution des rémunérations et avantages, et la composition du comité de rémunération.

**Cet OPCVM est agréé en France et réglementé par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).
 SAINT OLIVE GESTION est agréée en France et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).
 Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au 7 février 2022.**

RAPPORT D'ACTIVITE

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET DE MARCHÉ

Après une année 2021 exceptionnelle, le premier semestre 2022 semble avoir acté un retour à une réalité nettement moins favorable et un changement complet de paradigme.

L'année a démarré avec une forte correction des marchés liée à la fois au variant, à la remontée des taux d'intérêt et à un regain d'instabilité politique.

La flambée galopante de nouveaux cas de COVID a en effet entraîné de nouveaux confinements partiels, notamment en Chine, et une remontée de l'aversion au risque dès janvier, tandis que les taux d'intérêt longs se tendaient de 30 à 40 points de base selon les pays sur les emprunts d'Etat à 10 ans, en raison de la persistance des tensions sur les matières premières et donc sur les chiffres d'inflation (tendance annualisée autour de 7% aux Etats-Unis et 5% en Europe). Les banques centrales occidentales ont en outre confirmé l'entrée prochaine dans un cycle de resserrement monétaire, ce qui a accentué les anticipations des marchés, notamment de la Réserve Fédérale pour 125 points de base de remontée des taux directeurs cette année.

Les indices actions ont connu une correction d'une violence inégalée depuis plusieurs mois, notamment sur les secteurs de croissance à multiples élevés particulièrement sensibles aux variations de taux d'intérêt. Le Nasdaq, en baisse de l'ordre de 15% le 27 janvier, termine le mois à -9%, le S&P 500 après s'être replié de 10% termine le mois à -5.3%. Les indices européens, moins pondérés en technologie, s'inscrivent en baisse de 2.6% pour le DAX et 2.15% pour le CAC 40 en janvier.

Les obligations ont également souffert, bien que le "high yield" résiste mieux grâce à son portage et à la poursuite de la baisse des taux de défaut.

En février, l'entrée de la Russie en Ukraine a été un nouveau facteur de déstabilisation globale : bien que les sanctions mises en œuvre contre l'appareil économique et financier russe rendent sa situation difficilement tenable, l'hypothèse d'un conflit court a été peu à peu écartée. Les marchés ont donc pris en compte un ralentissement significatif de la croissance globale cette année (de l'ordre de 2% plutôt que de 4%) avec une inflation durablement élevée (7 à 8% au rythme actuel) du fait des tensions sur les matières premières et donc une remontée des taux d'intérêt.

Après avoir accentué leur tendance baissière début mars, les marchés ont commencé à envisager une solution du conflit russo-ukrainien et donc à remonter pour retrouver sensiblement les niveaux de fin février pour la plupart des indices européens (CAC -6.89% DAX -9.25% STOXX 600 -6.55% à fin mars depuis le début de l'année) et des niveaux nettement supérieurs pour les indices américains (S&P 500 -4.95% et Nasdaq -9.1% à fin mars). Les taux d'intérêt longs ont cependant continué à se tendre, dépassant 2.4% sur le 10 ans américain et 1% sur le 10 ans français malgré une détente des prix de l'énergie. La courbe des taux américains a même commencé à s'inverser avec le 2 ans également au-dessus de 2.4% suite à la remontée d'1/4 de point des taux de la Réserve Fédérale et l'anticipation de leur remontée à 2.75% d'ici à la fin de 2023. Le marché du travail américain reste en effet très tendu et les indices ISM et PMI toujours très soutenus (de l'ordre de 53 à 58 selon les cas).

Les marchés sont repartis à la baisse en avril sous l'effet de plusieurs facteurs. Tout d'abord le conflit ukrainien a continué à s'enliser avec malheureusement de nombreuses victimes et de nouvelles salves de sanctions et de représailles économiques qui ont maintenu l'inflation à des niveaux records (plus de 10% dans certains pays). Les banques centrales ont donc réaffirmé leur volonté de juguler cette tendance par des hausses de taux plus rapides que prévu et les taux des emprunts d'Etat à 10 ans ont atteint 3% aux Etats-Unis et 1.4% en France notamment. Par ailleurs, la Chine a continué à mettre en place des mesures de confinement de plus en plus importantes, ce qui a contribué également à maintenir des goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement. Les perspectives d'un ralentissement économique mondial se précisent donc, ce qui le FMI a entériné en révisant à la baisse ses prévisions de croissance. La tendance s'est également inversée pour les prévisions de résultats de sociétés qui sont régulièrement abaissées par les analystes.

Le mois de mai s'est terminé comme il l'avait commencé, avec des marchés pris entre la crainte de ralentissement économique et la hausse de l'inflation. Les statistiques macro-économiques sont toujours plus médiocres tant aux Etats-Unis, qu'en Chine ou en Europe, bien que certains secteurs soient redevenus florissants: énergie, matières premières, hôtellerie, transports aériens... Parallèlement les tensions sur le marché de l'emploi et les goulots d'étranglement des chaînes logistiques maintiennent les indices de prix à la hausse, ce qui permet à de nombreuses entreprises de défendre leurs marges mais continue à faire monter les taux d'intérêt. Le discours des banques centrales n'apporte aucun répit pour le moment, tandis que les craintes de révisions à la baisse des perspectives de bénéfices progressent.

Le premier semestre s'est achevé avec des marchés encore sous pression et des taux d'intérêt sur les emprunts d'Etat à 10 ans qui ont avoisiné début juin 3.5% aux Etats-Unis et 2.4% en France, tandis que les spreads sur le high yield crossover 5 ans approchait les 600 points de base, du jamais vu depuis plusieurs années. Ceci a entraîné une baisse des indices actions européens de 15 à 20% sur le semestre et phénomène inédit depuis longtemps, de 12 à 15% des indices obligataires. Les valeurs qui avaient le plus bénéficié de l'accélération de la hausse en fin d'année dernière, comme celles de la technologie, ont été les plus touchées, ce qui a accentué la baisse sur les marchés américains (S&P 500 -20.58% et Nasdaq -29.51%). Il a donc été difficile de trouver une protection à cette tendance, en dehors des secteurs de l'énergie, de la consommation courante, de la défense et de certaines sociétés pharmaceutiques.

Après un des pires semestres connus historiquement par les marchés, le mois de juillet a vu se profiler un retournement significatif et s'est terminé dans une quasi-euphorie. Alors que les statistiques macro-économiques confirmaient un net ralentissement de la croissance, et même techniquement une récession aux Etats-Unis (2 trimestres négatifs), et que l'inflation touchait de nouveaux records (9% aux Etats-Unis), les marchés ont pris très positivement les resserrements monétaires opérés par les banques centrales. Ainsi la remontée de 50 points de base des taux de la BCE puis la deuxième remontée de 75 points de base de la Réserve Fédérale ont entraîné une accentuation de la baisse des taux des emprunts d'Etat enclenchée mi-juin. Parallèlement, les marchés actions, au plus bas de l'année en début de mois, sont remontés de façon inespérée (plus de 7% pour le S&P 500 et près de 9% pour le CAC 40 par exemple). La publication de chiffres généralement excellents et souvent supérieurs aux prévisions par les sociétés pour le premier semestre a certainement été un facteur important également. Le crédit en a bénéficié aussi avec une détente de plus de 100 points de base du spread crossover entre le plus haut du 14 juillet et la fin du mois.

Le rebond estival a fait long feu malgré la poursuite de très bonnes publications des entreprises pour le 1er semestre.

En effet, les inquiétudes ont repris le dessus à la fin du mois d'août avec des chiffres d'inflation battant partout de nouveaux records, la fermeture du gazoduc Nordstream 1 faisant monter le prix du gaz et par ricochet celui de l'électricité à des niveaux stratosphériques, ce qui a fait de nouveau flancher les marchés obligataires et actions. Le taux de l'emprunt d'Etat à 10 ans américain est remonté de 60 points de base sur le mois, celui de l'Etat français 80 points de base sur la période, et le « spread ITRAXX crossover près de 140 points de base sur la deuxième quinzaine d'août. Les indices actions terminent le mois en recul de 4 à 5%.

Septembre a été un nouveau mois de correction avec des chiffres d'inflation toujours records, un marché de l'emploi aux Etats-Unis toujours très tendu, la poursuite de l'escalade en Ukraine et des banques centrales plus fermes que jamais sur leurs postures restrictives, laissant attendre une à deux nouvelles hausses des taux directeurs après celles de septembre d'ici au printemps 2023.

Les marchés actions ont donc pour la plupart testé des niveaux un peu inférieurs aux points bas de juin-juillet et atteint des baisses supérieures à 20% pour de nombreux indices depuis le début de l'année. Parallèlement, les taux des emprunts d'Etat à 10 ans américains ont touché 4% et les français ont approché de 3% tandis que les « spreads » de crédit (ITRAXX Crossover) ont de nouveau atteint 700 points de base, niveau qu'ils avaient dépassé fugacement en 2020 et plus durablement en 2011-2012. Ceci représente une baisse de l'ordre de 15% des indices « high yield » comme de l'« investment grade ». Cela se justifierait par une remontée à 8 ou 10% des taux de défaut, alors que la tendance est attendue plutôt vers 3 à 4%.

Les marchés ont connu un rebond sensible en octobre avec la hausse des taux de la BCE qui a semblé rassurer les investisseurs obligataires, tout comme les résultats trimestriels qui sont restés en Europe de relativement bonne facture. Bien que les chiffres d'inflation soient sur des niveaux records, la stabilisation du prix des matières premières et la hausse moins forte qu'anticipé des salaires alors que la croissance semble toujours sur le point de ralentir, a permis aux taux d'intérêt à 10 ans de ne pas dépasser significativement le niveau de 4% aux Etats-Unis et de rester au-dessous de 3% en France. Les principaux indices actions sont remontés de l'ordre de 10% sur le mois et les « spreads » de crédit se sont détendus de 90 points de base sur l'ITRAXX Crossover.

Le rebond des marchés s'est poursuivi en novembre à la faveur de chiffres d'inflation dénotant un léger reflux tant aux Etats-Unis qu'en Europe. En effet les prix du pétrole ont retrouvé leur niveau de début d'année et ceux du gaz, de l'électricité et des métaux ont significativement baissé également, tout en restant sur des niveaux supérieurs à ceux de l'an dernier. Il n'en a pas fallu plus pour que les discours des banques centrales soient un peu moins « hawkish » et que les taux d'intérêt des emprunts d'Etat à 10 ans se détendent de plus de 50 points de base sur le mois, soit plus de 70 points de base par rapport au point haut.

Ceci s'est accompagné de publications toujours relativement bonnes des sociétés cotées en matière d'activité et de rentabilité, tandis que les statistiques macro-économiques s'affaiblissaient moins fortement que prévu, à l'exception de la Chine toujours freinée par sa politique zéro covid. Les marchés actions ont donc continué sur leur lancée, ce qui permet aux principaux indices d'inscrire un rebond de l'ordre de 15% sur deux mois, tandis que les « spreads » de crédit se détendaient de plus de 200 points de base par rapport au point haut. La bonne qualité des bilans issue de la période de covid dans une majorité de cas en est le facteur explicatif majeur.

Le mois de décembre a été surtout marqué par les réunions des banques centrales, qui n'ont pas apporté de surprise particulière avec une hausse de 50 points de base tant de la Réserve Fédérale que de la Banque Centrale Européenne. C'est la Banque du Japon qui a déjoué les attentes en laissant remonter le taux des obligations à 10 ans à 0.5%, ce qui constitue le premier resserrement monétaire depuis 10 ans.

Par ailleurs, le discours toujours particulièrement rigoureux de Christine Lagarde a pris un peu à contrepied les marchés dans une fin d'année marquée par une forte baisse de la liquidité, ce qui a entraîné une hausse des taux longs européens encore plus accentuée que celle des taux américains (près de 90 points de base pour le 10 ans français et de 50 points de base pour le 10 ans américain).

Du côté des entreprises, les "spreads" se sont tendus de 60 points de base sur une semaine avant de revenir sur leur point initial, ce qui ne semble pas très significatif.

Les marchés actions européens ont corrigé de 3 à 4 %, soit moins que les marchés américains toujours pénalisés par le poids de la technologie.

Les indices terminent donc l'année sur des baisses nettement moindres qu'à la fin du premier semestre ou du troisième trimestre: CAC 40 -9.5% ; Eurostoxx 50 -11.75% ; S&P 500 -19.5% en dollar (qui monte de 5.85% par rapport à l'Euro sur l'année).

L'année s'achève avec de grandes incertitudes sur 2023, tant sur le plan géopolitique qu'économique (ampleur de la récession et de la baisse de l'inflation), mais les valorisations l'ont dorénavant intégré en majeure partie.

De nouvelles corrections sur les marchés actions pourraient donc se produire, mais nous pensons qu'elles seront d'une ampleur inférieure à ce que nous avons connu cette année et ne devraient pas entraîner une rechute durable des marchés. En effet, les tensions sur les taux d'intérêt seront nettement moindres et les marchés obligataires pourraient bénéficier d'un rééquilibrage en leur faveur du fait de rendements devenus très attractifs, tout en procurant un plancher à la baisse des actions. Ceci est cependant moins vrai pour le marché actions américain dont la valorisation reste relativement élevée.

En outre, de nombreuses valeurs dans certains secteurs resteront soit favorisées par l'environnement actuel (énergie, utilities, matériaux de construction), soit encore sur la lancée de la reprise post covid (transports, hôtellerie), soit défensives (santé, consommation courante), soit favorisées par leur positionnement unique et leur « pricing power » (luxe, chimie spécialisée, gaz industriels). Ces secteurs restent parmi ceux que nous privilégions.

POLITIQUE DE GESTION

Au titre de l'année 2022, PM MONDE s'est déprécié de 14.66%.

PM MONDE était investi en actions internationales principalement françaises et américaines en prenant soin d'éviter toutes les sociétés financières.

Nos investissements se sont principalement portés sur de grandes valeurs internationales afin de profiter du potentiel de croissance mondiale avec notamment : Microsoft (3.63 %), Roche (3,40%), Apple (3,41%) et Merck (4.97%).

Au 31 décembre 2022, la structure du portefeuille était :

- Actions : 97.32%
- Liquidités : 2.68%

Dont :

- 31.20% d'actions françaises
- 46.47% d'actions américaines
- 19.63% d'actions européennes

MODIFICATION DE L'ENVIRONNEMENT

L'OPCVM n'a connu aucune modification au cours de l'année 2022.

PRINCIPAUX MOUVEMENTS DU PORTEFEUILLE

Les 5 principaux mouvements dans la composition du portefeuille sont les suivants :

Instrument financier	Acquisitions
KON DSM	697 012,77 €
ARKEMA	375 733,64 €
VIRBAC SA	320 011,38 €
REMY COINTREAU	121 300,12 €
L OREAL SA PF24	78 896,80 €

Instrument financier	Cessions
BEIERSDORF AG	- 335 749,25 €
L'OREAL	- 106 333,12 €

Au total, la société de gestion a effectué les mouvements suivants :

- Acquisition : 1 689 852,78 €
- Cessions : - 442 082,37 €

EXERCICE DES DROITS DE VOTE

Conformément au règlement général de l'AMF, la société de gestion a établi une « Politique de vote ».

Les décisions concernant le FCP sont prises par la société de gestion dans l'intérêt des porteurs de parts. Le FCP étant une copropriété de valeurs mobilières, aucun droit de vote n'est attaché aux parts détenues.

Pour l'année 2022, il n'y a pas eu à relever de situation de conflits d'intérêts lors de l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les OPC que gère la société de gestion.

Le rapport annuel sur l'exercice des droits de vote peut être transmis sur simple demande ou consulté au siège social de la société de gestion à compter du 1^{er} mai 2023.

RISQUE GLOBAL

Conformément au prospectus de l'OPCVM, la méthode retenue pour le calcul du risque global est la méthode du calcul de l'engagement.

INFORMATIONS RELATIVES A LA SOCIETE DE GESTION**AUDIT EXTERNES**

Au cours de l'exercice écoulé, les Commissaires aux comptes de la société de gestion et de l'OPC n'ont pas émis de « management letter » faisant état de recommandations à la direction de la société de gestion.

SYSTEMES OPERANTS

Au cours de l'exercice écoulé, il n'y a pas eu de changement majeur de système opérant.

CONTROLE DES OPERATIONS

Au cours de l'exercice écoulé, il n'y a pas eu d'incident opérationnel significatif donnant lieu à une indemnisation de l'OPC.

SUIVI DES RECLAMATIONS

Au cours de l'exercice écoulé, la société de gestion n'a reçu aucune réclamation concernant l'OPC.

RAPPORT DE CONFORMITE

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion met en œuvre un dispositif de conformité et de contrôle interne adapté à la taille et à la nature de ses activités et risques afin de garantir le respect des décisions et des procédures de la société de gestion.

Le plan de contrôle annuel intègre les contrôles suivants : contrôle de la documentation réglementaire des OPC, contrôle des ordres, contrôle des enregistrements téléphoniques, contrôle de la procédure de meilleure sélection des intermédiaires, contrôles des règles d'investissement, contrôle de la volatilité, contrôle de la performance, contrôle de la valorisation, contrôle du risque de liquidité à l'actif et au passif, contrôle des prestataires extérieurs (dépositaire, valorisateur, gestionnaire financier le cas échéant), contrôle des extournes, contrôle de l'exercice des droits de vote, contrôle des franchissements de seuil, contrôle des conflits d'intérêts, contrôle relatif à la LCB-FT, contrôle du respect du règlement déontologique par les salariés de la société de gestion, contrôle de la rémunération des salariés et de la gouvernance de la société de gestion.

Au cours de l'exercice écoulé, il n'a été identifié aucune anomalie significative lors des contrôles.

RAPPORT SUR LES RISQUES

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion établit et maintient opérationnelles des procédures de prévention et de gestion des risques.

Au cours de l'exercice écoulé, les modalités d'évaluation et de suivi des risques de l'OPC ont conduit à l'identification d'aucune anomalie significative relative à la valorisation de l'OPC et à son exposition aux risques suivants :

- Risque de marché ;
- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de liquidité.

RAPPORT DES FRAIS D'INTERMEDIATION

Conformément à l'article 314-82 du Règlement Général de l'AMF, lorsque les modalités prévues par ce même article sont remplies, le compte rendu relatif aux frais d'intermédiation pour l'exercice précédent est disponible sur simple demande adressée à la société de gestion.

UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS GERES PAR LA SOCIETE DE GESTION OU UNE SOCIETE LIEE

Le tableau des instruments financiers gérés par la société de gestion ou une société liée est présenté en annexes des comptes annuels des OPC.

AUTRES INFORMATIONS

PROCEDURE DE SELECTION DES INTERMEDIAIRES

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion veille à servir au mieux les intérêts de ses clients tout en favorisant l'intégrité des marchés.

Nos obligations de meilleure exécution sont « analogues » à celles qui s'imposent à nos intermédiaires : il s'agit pour nous de prendre toutes les mesures raisonnables permettant de sélectionner les entités les plus à même de fournir le meilleur résultat possible à nos clients.

Le choix des intermédiaires se fait, à partir d'un dossier d'agrément, selon les critères suivants :

- Compétences techniques : exactitude de l'enregistrement des données, traitement des ordres groupés et des ordres individualisés, réponse des ordres, information sur les opérations sur titres ;
- Qualité de la communication des données : télétransmission, télécopie, etc ;
- Qualité de la recherche et disponibilité pour des réunions délocalisées ;
- Coût minimal pour les petits ordres.

La liste des intermédiaires agréés est établie à l'échelle du groupe BANQUE SAINT OLIVE.

Toute latitude est laissée aux gestionnaires de portefeuille pour choisir les intermédiaires avec lesquels ils souhaitent opérer parmi ceux inscrits sur la liste interne des intermédiaires admis.

Chaque année, les intermédiaires avec lesquels la société de gestion a été en relation font l'objet d'une évaluation. Le contrôle interne de la société de gestion s'assure du respect de cette procédure, notamment par un contrôle des ordres de bourse et du dépouillement des ordres.

POLITIQUE DE GESTION DES CONFLITS D'INTERETS

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion prend toutes les mesures raisonnables pour détecter les situations de conflits d'intérêts se posant entre la société et ses clients, entre plusieurs clients, entre les OPC et ses clients.

Pour pouvoir assurer en toute circonstance la primauté des intérêts des clients, la société de gestion a établi une Politique de gestion des conflits d'intérêts qui permet d'assurer :

- L'identification des situations qui donnent ou sont susceptibles de donner lieu à un conflit d'intérêts comportant un risque sensible d'atteinte aux intérêts d'un ou de plusieurs clients ;
- La définition des procédures à suivre et des mesures à prendre en vue de gérer ces conflits.

Les procédures mises en place permettent d'assurer un contrôle des éventuels conflits, en nous intéressant plus spécifiquement aux situations suivantes :

- La sélection des intermédiaires financiers ;
- La relation avec les partenaires commerciaux ;
- La séparation des sociétés du groupe BANQUE SAINT OLIVE ;
- La séparation des métiers susceptibles d'engendrer des conflits d'intérêts ;
- La circulation des informations confidentielles ou privilégiées conformément au Règlement déontologique, aux procédures internes et à la réglementation en vigueur notamment dans le cadre de la prévention des abus de marchés ;
- Les transactions personnelles des collaborateurs de la société de gestion ;
- Les cadeaux et/ou avantages que les collaborateurs de la société de gestion seraient susceptibles de recevoir ;
- Plus généralement, les règles internes d'organisation de la société de gestion.

POLITIQUE D'EVALUATION « ESG »

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion doit mettre à la disposition des souscripteurs des OPC une information sur les modalités de prise en compte dans leur politique d'investissement des critères relatifs au respect d'objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (« ESG »).

La société de gestion est convaincue que l'analyse financière des entreprises dans lesquelles elle souhaite investir doit être accompagnée d'une évaluation de critères extra-financiers.

Si les politiques d'investissement de la société de gestion ne prennent pas simultanément et automatiquement en compte les trois critères « ESG », la société de gestion veille à intégrer ces critères dans le cadre d'une évaluation semestrielle des entreprises composant le portefeuille des OPC dont la valorisation est supérieure ou égale à 80 millions d'euros.

RISQUE DE DURABILITE

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion doit mettre à disposition des souscripteurs des OPC une information sur les modalités de prise en compte dans leur politique d'investissement du risque de durabilité.

Le risque en matière de durabilité est lié à un évènement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

Le FCP ne prend pas en compte, directement et simultanément, dans sa politique d'investissement des critères relatifs au respect d'objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (dits critères « ESG »). Si la société de gestion a vocation à intégrer progressivement des critères extra-financiers dans sa politique d'investissement, elle n'a pas pour objectif de réduire le risque de durabilité.

Les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

POLITIQUE DE REMUNERATION DU PERSONNEL DE LA SOCIETE DE GESTION

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion s'engage à établir des politiques, procédures et pratiques de rémunération permettant de promouvoir une gestion saine et efficace des risques en n'encourageant pas une prise de risque qui serait incompatible avec les profils de risque, le règlement et les documents constitutifs des OPC qu'elle gère.

La Politique de rémunération est également déterminée de manière à éviter les situations de conflits d'intérêts en prévenant les prises de risques inconsidérées ou incompatibles avec l'intérêt des clients.

La Politique de rémunération s'applique notamment aux mandataires sociaux, dirigeants effectifs et gestionnaires de portefeuilles et d'OPC.

La Politique de rémunération de l'ensemble des personnes identifiées relève du « Comité des rémunérations » du groupe constitué de BANQUE SAINT OLIVE et de ses filiales sociétés de gestion (SAINT OLIVE GESTION et SAINT OLIVE et Cie). A ce titre, le Comité s'assure de la conformité de la Politique de rémunération du personnel au regard de la réglementation en vigueur et tient compte des exigences organisationnelles et opérationnelles générales de la société de gestion, ainsi que de la nature, la portée et la complexité de ses activités.

La part variable est liée aux résultats de chacune des sociétés du groupe concernées, ainsi :

- Aucune rémunération fixe ou variable n'est liée à la réalisation d'objectifs de vente, de courtage, de performance, etc.
- Aucune rémunération fixe ou variable n'est prise en charge par les OPC gérés par la société de gestion.

Les rémunérations variables versées au sein de la société de gestion sont déterminées de façon discrétionnaire. Au-delà d'un certain seuil, les rémunérations variables sont soumises à des restrictions : paiement différé sur plusieurs années.

Compte tenu de la taille de l'effectif de la société de gestion, la décomposition par catégorie de personnel n'est pas communiquée pour maintenir la confidentialité des rémunérations individuelles.

Au titre de l'année 2022, les montants des rémunérations attribuées par la société de gestion à son personnel (4,5 personnes au 30 décembre 2022) se sont élevés à 795 326 euros pour la partie rémunération fixe et 430 000 euros pour la partie rémunération variable.

RESPONSABILITÉ DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Le présent rapport financier est établi sous la responsabilité de SAINT OLIVE GESTION. La société de gestion atteste qu'à sa connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du FCP. La société de gestion atteste également que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière du FCP.

Louis SAINT OLIVE, gérant.

PM MONDE

COMPTES ANNUELS
30/12/2022

BILAN ACTIF AU 30/12/2022 EN EUR

	30/12/2022	31/12/2021
IMMOBILISATIONS NETTES	0,00	0,00
DÉPÔTS	0,00	0,00
INSTRUMENTS FINANCIERS	29 515 668,32	33 828 344,93
Actions et valeurs assimilées	29 515 668,32	33 828 344,93
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	29 515 668,32	33 828 344,93
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances négociables	0,00	0,00
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Organismes de placement collectif	0,00	0,00
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	0,00	0,00
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
Autres instruments financiers	0,00	0,00
CRÉANCES	11 310,31	10 105,96
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	11 310,31	10 105,96
COMPTES FINANCIERS	814 029,91	642 818,25
Liquidités	814 029,91	642 818,25
TOTAL DE L'ACTIF	30 341 008,54	34 481 269,14

BILAN PASSIF AU 30/12/2022 EN EUR

	30/12/2022	31/12/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	30 347 442,13	34 613 760,52
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	3 399,27	-73 629,56
Résultat de l'exercice (a,b)	-46 962,19	-101 352,63
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	30 303 879,21	34 438 778,33
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instrument financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
DETTES	37 129,33	42 490,81
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	37 129,33	42 490,81
COMPTES FINANCIERS	0,00	0,00
Concours bancaires courants	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	30 341 008,54	34 481 269,14

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN AU 30/12/2022 EN EUR

	30/12/2022	31/12/2021
OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00

COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/12/2022 EN EUR

	30/12/2022	31/12/2021
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	0,00	0,00
Produits sur actions et valeurs assimilées	409 481,97	330 066,71
Produits sur obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL (1)	409 481,97	330 066,71
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	2 295,11	4 357,21
Autres charges financières	0,00	0,00
TOTAL (2)	2 295,11	4 357,21
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	407 186,86	325 709,50
Autres produits (3)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	453 994,22	422 947,42
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	-46 807,36	-97 237,92
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-154,83	-4 114,71
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)	0,00	0,00
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	-46 962,19	-101 352,63

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais inclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0013374980 - Part PM MONDE : Taux de frais maximum de 2,00 % TTC.

Les frais administratifs externes à la société de gestion sont de 0,25% TTC de l'actif net.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Parts PM MONDE	Capitalisation	Capitalisation

2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 30/12/2022 EN EUR

	30/12/2022	31/12/2021
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	34 438 778,33	22 594 119,46
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	2 416 792,86	6 143 114,63
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-944 523,19	-1 326 584,88
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	3 259,85	25 242,98
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	0,00	-99 098,39
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Frais de transactions	0,00	0,00
Différences de change	1 002 047,86	1 105 544,79
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-6 565 669,14	6 093 677,66
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	-357 861,23	6 207 807,91
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	-6 207 807,91	-114 130,25
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	0,00	0,00
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	0,00	0,00
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-46 807,36	-97 237,92
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	30 303 879,21	34 438 778,33

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	0,00	0,00
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	0,00	0,00
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS		
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	814 029,91	2,69
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	814 029,91	2,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 CHF		Devise 3 GBP		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	14 469 283,26	47,75	2 683 788,15	8,86	935 771,21	3,09	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	11 310,31	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	30/12/2022
CRÉANCES		
	Coupons et dividendes en espèces	11 310,31
TOTAL DES CRÉANCES		11 310,31
DETTES		
	Frais de gestion fixe	37 129,33
TOTAL DES DETTES		37 129,33
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		-25 819,02

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	17 212	2 416 792,86
Parts rachetées durant l'exercice	-6 588	-944 523,19
Solde net des souscriptions/rachats	10 624	1 472 269,67
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	227 526	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

3.7. FRAIS DE GESTION

	30/12/2022
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	453 994,22
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,47
Rétrocessions des frais de gestion	0,00

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	30/12/2022
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	30/12/2022
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	30/12/2022
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			0,00
Instruments financiers à terme			0,00
Total des titres du groupe			0,00

3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	30/12/2022	31/12/2021
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	-46 962,19	-101 352,63
Total	-46 962,19	-101 352,63

	30/12/2022	31/12/2021
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	-46 962,19	-101 352,63
Total	-46 962,19	-101 352,63

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	30/12/2022	31/12/2021
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	3 399,27	-73 629,56
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
Total	3 399,27	-73 629,56

	30/12/2022	31/12/2021
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	3 399,27	-73 629,56
Total	3 399,27	-73 629,56

3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	30/12/2022
Actif net en EUR	31 579 919,65	22 594 119,46	34 438 778,33	30 303 879,21
Nombre de titres	267 700	180 734	216 902	227 526
Valeur liquidative unitaire	117,96	125,01	158,77	133,18
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-1,65	122,62	-0,33	0,01
Capitalisation unitaire sur résultat	0,44	-0,49	-0,46	-0,20

null

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Actions et valeurs assimilées				
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE				
BIONTECH SE-ADR	USD	2 700	380 018,74	1,25
TOTAL ALLEMAGNE			380 018,74	1,25
ETATS-UNIS				
AMAZON.COM INC	USD	7 400	582 404,20	1,92
APPLE INC	USD	8 500	1 034 765,30	3,41
BOEING CO COM	USD	2 200	392 652,49	1,29
COLGATE PALMOLIVE	USD	7 900	583 192,17	1,93
COTY INC-CL A	USD	71 000	569 436,90	1,88
EQUINIX INC	USD	1 500	920 589,34	3,04
ESTEE LAUDER COMPANIES INC -A-	USD	2 400	557 916,24	1,84
JOHNSON & JOHNSON	USD	6 200	1 026 168,84	3,39
MASTERCARD INC	USD	1 500	488 705,14	1,61
MERCK AND	USD	14 500	1 507 331,58	4,98
MICROSOFT CORP	USD	4 900	1 101 019,39	3,63
MODERNA INC	USD	3 000	504 881,48	1,67
NIKE INC CLASS B COM NPV	USD	4 800	526 232,55	1,73
ORGANON & CO	USD	9 400	245 987,07	0,81
PALANTIR TECHNOLOGIES INC-A	USD	44 000	264 667,85	0,87
PEPSICO INC	USD	3 600	609 365,69	2,01
PFIZER INC	USD	14 700	705 732,22	2,33
PROCTER & GAMBLE CO	USD	3 800	539 612,11	1,78
SNOWFLAKE INC-CLASS A	USD	3 450	463 986,70	1,54
THE COCA COLA COMPANY	USD	9 900	590 029,98	1,94
THE WALT DISNEY	USD	3 400	276 765,67	0,92
WAL-MART IN COM USD0.10	USD	4 500	597 821,61	1,97
TOTAL ETATS-UNIS			14 089 264,52	46,49
FRANCE				
AIR LIQUIDE PRIME DE FIDELITE	EUR	146	19 330,40	0,06
AIR LIQUIDE PRIME DE FIDELITE 2023	EUR	3 374	446 717,60	1,47
AIR LIQUIDE SA PF 2024	EUR	660	87 384,00	0,29
ARKEMA	EUR	3 200	268 416,00	0,89
BIOMERIEUX	EUR	4 800	470 016,00	1,55
CAPGEMINI SE	EUR	2 500	389 875,00	1,29
DASSAULT SYST.	EUR	9 600	321 552,00	1,06
ESSILORLUXOTTICA	EUR	2 521	426 553,20	1,40
EUROAPI SASU	EUR	230	3 185,50	0,01
HERMES INTERNATIONAL	EUR	500	722 500,00	2,38
INTERPARFUMS	EUR	9 900	550 440,00	1,82
IPSEN	EUR	6 400	643 200,00	2,12
KERING	EUR	900	427 950,00	1,41
L'OREAL PRIME DE FIDELITE	EUR	110	36 696,00	0,12
L OREAL PRIME FIDELITE 2023	EUR	1 290	430 344,00	1,42
L OREAL SA PF 24	EUR	200	66 720,00	0,22
LVMH (LOUIS VUITTON - MOET HENNESSY)	EUR	900	611 910,00	2,02

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
PERNOD RICARD	EUR	2 000	367 500,00	1,22
REMY COINTREAU	EUR	2 100	330 960,00	1,09
SAFRAN SA	EUR	3 500	409 220,00	1,35
SANOFI	EUR	5 300	476 152,00	1,57
SARTORIUS STEDIM BIOTECH	EUR	1 400	423 500,00	1,40
SCHNEIDER ELECTRIC SA	EUR	3 800	496 736,00	1,64
SR TELEPERFORMANCE	EUR	860	191 522,00	0,63
THALES	EUR	5 400	644 220,00	2,13
VIRBAC SA	EUR	900	205 200,00	0,68
TOTAL FRANCE			9 467 799,70	31,24
LUXEMBOURG				
EUROFINS SCIENTIFIC	EUR	10 100	677 306,00	2,24
TOTAL LUXEMBOURG			677 306,00	2,24
PAYS-BAS				
KONINKLIJKE DSM	EUR	4 800	548 640,00	1,81
TOTAL PAYS-BAS			548 640,00	1,81
ROYAUME-UNI				
ASTRAZENECA PLC	GBP	7 400	935 771,21	3,09
LINDE PLC	EUR	2 400	733 080,00	2,42
TOTAL ROYAUME-UNI			1 668 851,21	5,51
SUISSE				
GIVAUDAN-REG	CHF	260	748 062,76	2,47
NESTLE NOM.	CHF	8 300	903 124,97	2,98
ROCHE HOLDING AG-GENUSSSCHEIN	CHF	3 500	1 032 600,42	3,41
TOTAL SUISSE			2 683 788,15	8,86
TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			29 515 668,32	97,40
TOTAL Actions et valeurs assimilées			29 515 668,32	97,40
Créances			11 310,31	0,04
Dettes			-37 129,33	-0,13
Comptes financiers			814 029,91	2,69
Actif net			30 303 879,21	100,00

Parts PM MONDE	EUR	227 526	133,18
-----------------------	------------	----------------	---------------

Informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8,
paragraphe 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier
alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit :
Identifiant d'entité juridique :

PM Monde
9695006V2ND2N1WKT861

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier avait-t-il un objectif d'investissement durable ?



Oui



Non



Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental : ___%



dans des activités qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif social : ___%



Il promouvait des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas eu d'objectif l'investissement durable, il présentait une proportion minimale de ___% d'investissements durables



ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



ayant un objectif social



Il promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé pas d'investissements durables

Par investissement durable, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La taxinomie de l'UE est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Ce règlement ne dresse pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.



Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Les indicateurs de durabilité évaluent la mesure dans laquelle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

Pour rappel, le FCP promeut des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au sens de l'article 8 du Règlement « SFDR ». Il peut investir partiellement dans des activités économiques qui contribuent à un ou plusieurs objectif(s) environnemental (aux) prescrit(s) à l'article 9 du Règlement sur la Taxonomie. Le FCP ne prend toutefois actuellement aucun engagement quant à une proportion minimale.

La Société de gestion s'assure que les investissements ne nuisent pas de manière significative à tout autre objectif environnemental ou social en mettant en œuvre une politique d'exclusion par rapport aux émetteurs réalisant plus de 5% de son chiffre d'affaires dans les secteurs suivants :

- Production de charbon ;
- Production de tabac ;
- Production d'armes controversées.

La Société de gestion suit également la notation ESG du FCP, sans qu'il soit fixé d'objectif.

● **Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?**

Au 31/12/2022, le score ESG du fonds est de 75,6. Le FCP a également respecté son filtre d'exclusion avec un contrôle quotidien.

● **...et par rapport aux périodes précédentes ?**

Au 31/12/2021, le score ESG du fonds n'était pas suivie. Le FCP a également respecté son filtre d'exclusion avec un contrôle quotidien au cours de l'exercice 2021.

● **Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait partiellement réaliser et comment l'investissement durable a-t-il contribué à ces objectifs ?**

Le fonds n'a pas d'objectif d'investissements durables.



Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

● **Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a partiellement réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?**

Le produit n'a pas d'objectif d'investissements durables.

Néanmoins, la société de gestion a mis en place une méthodologie interne pour définir ce qu'est un investissement durable. Cette méthodologie utilise les données mises à disposition par Refinitiv sur les critères extra financiers (notes sur les piliers E, S et G et sur les controverses).

Elle définit dans un premier temps si l'émetteur contribue à un objectif social ou environnemental à partir du score délivré par notre fournisseur de donnée extra-financière sur le pilier E ou S. Si la note de la société dépasse un score de 70 / 100 sur l'un des deux piliers alors elle est qualifiée de leader sur le pilier E ou sur le pilier S.

Dans un second temps, la méthodologie permet de vérifier que la société ne cause pas de préjudice important sur les piliers E (Emissions, Utilisation des ressources, Innovation) S (Forces de travail, Droits humains, Communauté, Responsabilité produit) et G (Management, actionnaires et stratégie CSR) et a un score de controverse convenable. Le préjudice important est qualifié par une note inférieure à 20/100 sur les piliers E et S.

Par ailleurs, l'application des pratiques de bonne gouvernance est définie par une note supérieure à 50 / 100 sur le pilier G.

La mise en œuvre de cette méthodologie aboutit à une part de 34,1% d'investissements durables pour le fonds.

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

Le FCP ne prend pas en compte les PAI dans sa politique d'investissement. Ils ont néanmoins été calculés.

.Entreprises

Indicateur	Fonds	Catégorie	Couverture	Actifs éligibles couverts
Émissions de gaz à effet de serre				
1.Émissions Scope 1 en Tonnes	259,64		95%	96%
1.Émissions Scope 2 en Tonnes	375,54		95%	96%
1.Émissions Scope 3 en Tonnes	3 949,38		95%	96%
1.Émissions Scope 1,2, et 3 en Tonnes	4 584,80		95%	96%
2.Emprise Carbone Scope 1 et 2 Tonnes par EURm	21,65	71,54	95%	96%
2.Emprise Carbone Scope 1,2 et 3 Tonnes par EURm	156,21	579,21	95%	96%
3.Intensité Scope 1 et 2 Tonnes par EURm	84,46	150,81	95%	96%
3.Intensité Scope 1,2 et 3 Tonnes par EURm	580,19	1 042,76	95%	96%
4.Combustibles fossiles portefeuille impliqué (%)	1,20	7,03	95%	96%
5.Consommation d'énergie non renouvelable (%)	56,87	62,38	67%	68%
5.Production d'énergie non renouvelable (%)	31,62		26%	27%
6.Conso. énergétique par secteur à impact élevé sur le climat (%)				
Agriculture, Forêt, Pêche			0%	0%
Mines, carrières			0%	0%
Industrie	0,27		70%	71%
Fourniture d'électricité, gaz, vapeur, air conditionné			0%	0%
Fourniture d'eau, assainissement, gestion de déchets			0%	0%
Construction			0%	0%
Grossistes, détaillants, réparation de véhicules motorisés	0,10		2%	2%
Transports et stockage			0%	0%
Immobilier	1,30		3%	3%
15. Manque de politique de réduction des émissions (%)	30,96	43,33	95%	96%
Biodiversité				
7.Effets négatifs sur la biodiversité (%)	13,13	7,30	95%	96%
Eau				
8.Emissions dans l'eau Tonnes par EURm	0,05		23%	24%
Déchets				
9.Déchets dangereux Tonnes par EURm	0,60	188,28	55%	56%
Social et salariés				
10.Violation principes et directives UNGC/OCDE (%)	0,00	0,84	95%	96%
11.Absence de mécanismes de conformité UNGC/OCDE (%)	52,02		95%	96%
12.Ecart de rémunération H/F			0%	0%
13.Femme au conseil Administration (%)	41,58	33,57	99%	99%
14.Exposition armes controversées (%)	0,00	0,00	95%	96%
16.Taux d'accidents du travail	0,24		7%	8%

.Etats

Indicateur	Fonds	Catégorie	Couverture	Actifs éligibles couverts
Climat				
1.Intensité Carbone		0,23	0%	
Social				
2.Violations sociales			0%	

— — Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?

Description détaillée :

Le produit n'a pas d'objectif d'investissements durables. Les données disponibles via nos différents fournisseurs ne nous permettent pas d'évaluer la conformité des investissements à ces principes.

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et qui s'accompagne de critères spécifiques de l'UE.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Ce produit financier ne prend pas en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité.

Cependant, notre méthodologie permet de vérifier que la société ne cause pas de préjudice important sur les piliers E (Emissions, Utilisation des ressources, Innovation) S (Forces de travail, Droits humains, Communauté, Responsabilité produit) et G (Management, actionnaires et stratégie CSR) et a un score de controverse convenable (>20). Le préjudice important est qualifié par une note inférieure à 20/100 sur les piliers E, S et G.



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

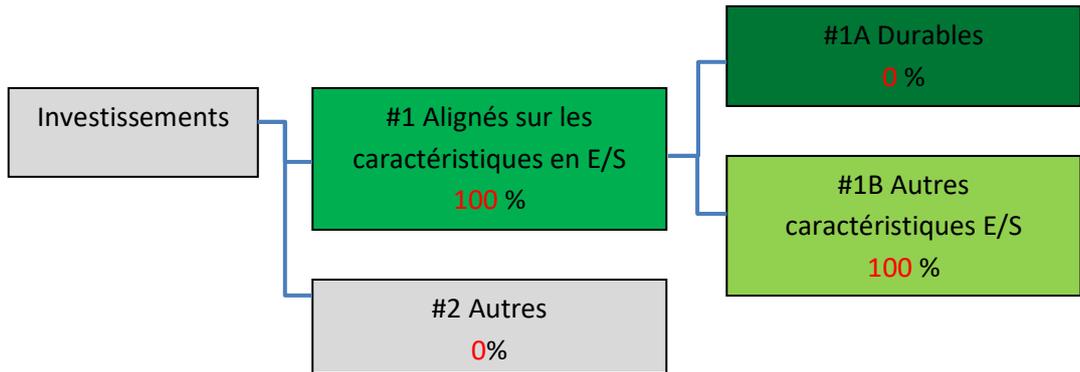
Investissements les plus importants	% actifs	Pays	Secteur
MERCK	4,96%	US	Consumer, Non-cyclical
MICROSOFT	3,64%	US	Technology
APPLE	3,40%	US	Technology
ROCHE HOLDING BJ	3,40%	CH	Consumer, Non-cyclical
JOHNSON JOHNSON	3,40%	US	Consumer, Non-cyclical

La liste comprend les investissements constituant la plus grande proportion d'investissements du produit financier au cours de la période, à savoir :



Quelle était la proportion d'investissement liés à la durabilité ?

L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.



La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

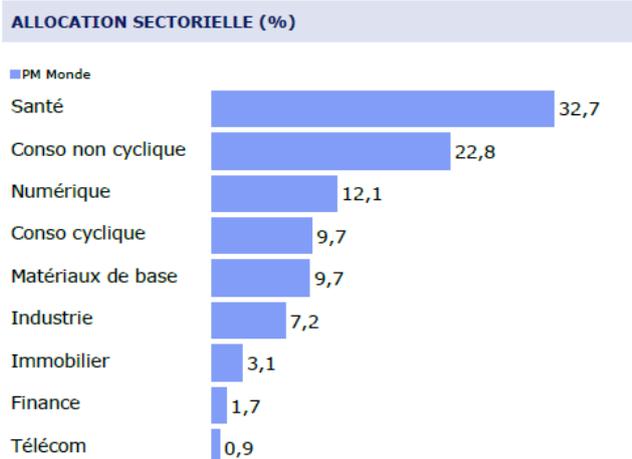
La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend :

- la sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux ;

● Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?

Les secteurs économique des investissements sont les suivants :



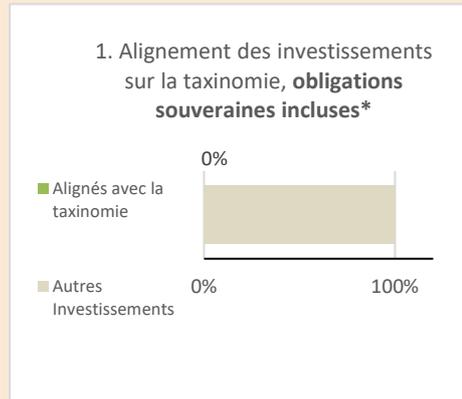


Dans quelle mesure minimale les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage :

- **Du chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements ;
- **des dépenses d'investissement (CapEx)** pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple,
- **Des dépenses d'exploitation (Ope)** pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.

Les deux graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage minimal d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines.

Quelle était la part d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes ?

Les informations sur la part d'investissement dans des activités transitoires et habilitantes n'est pas disponible.

Où se situe le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE par rapport aux périodes de référence précédentes ?

Le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE n'est pas disponible pour les périodes de référence précédentes.



Quelle était la part d'investissements durables ayant un objectif environnemental non alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Le produit n'a pas d'objectif d'investissements durables.

Néanmoins, la société de gestion a mis en place une méthodologie interne pour définir ce qu'est un investissement durable en utilisant les données mises à disposition par Refinitiv sur les critères extra financiers (notes sur les piliers E, S et G et sur les controverses). Cette méthodologie permet d'identifier une part de 29% d'investissements durables ayant un objectif environnemental non aligné sur la taxinomie de l'UE.



Quelle était la part d'investissements durables sur le plan social ?

Le produit n'a pas d'objectif d'investissements durables.

Néanmoins, la société de gestion a mis en place une méthodologie interne pour définir ce qu'est un investissement durable en utilisant les données mises à disposition par Refinitiv sur les critères extra financiers (notes sur les piliers E, S et G et sur les controverses). Cette méthodologie permet d'identifier une part de 33% d'investissements durables sur le plan social.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « autres », quelle était leur finalité et existait-il des garanties environnementales ou sociales minimales ?

Il n'y a pas d'investissements inclus dans la catégorie « Autres ».

Quelles mesures ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Des contrôles pre trade et des contrôles post trade sont mis en œuvre pour s'assurer du respect des filtres d'exclusion.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence durable ?

Le produit n'a pas d'indice de référence durable.

- **En quoi l'indice de référence différait-il d'un indice de marché large ?**

Le produit n'a pas d'indice de référence durable.

- **Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur l'objectif d'investissement durable ?**

Le produit n'a pas d'indice de référence durable.

- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?**

Le fonds a une performance de - 16,12 % sur l'exercice 2022, tandis que son indice de référence (MSCI World NR) a une performance de - 18,14 %.

- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large ?**

Le produit n'a pas d'indice de marché large.

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint l'objectif d'investissement durable.